

## **CAMPUS D'EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR - SUD**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

CAMPUS D'EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR - SUD  
a/s UIMM Alpes Méditerranée – Tour Méditerranée – 65, avenue Jules Cantini  
13 298 Marseille cedex 20

*Ce rapport contient 5 pages*

**Marseille**

232, Avenue du Prado  
13008 Marseille

**Aix-en-Provence**

Z.I. des Milles  
355, Rue Albert Einstein  
Le Myaris – Porte E  
13852 Aix-en-Provence

**Aubagne**

Patio de l'Alta  
365, Chemin du Camp  
de Sarlier – Bat C  
13400 Aubagne

## **CAMPUS D'EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR - SUD**

a/s UIMM Alpes Méditerranée – Tour Méditerranée – 65, avenue Jules Cantini

13 298 Marseille cedex 20

N° SIREN 883 160 483

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

#### **Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de CAMPUS D'EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR - SUD

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Campus d'Excellence Industrie du Futur relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies

ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 27 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

**MCR CONSEIL**



**Emmanuel MATHIEU**



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	5 278	2 293	2 985	4 745
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 278</b>	<b>2 293</b>	<b>2 985</b>	<b>4 745</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				65 000
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	34 500		34 500	10 000
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	10 534 296		10 534 296	2 771 577
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	7 030 880		7 030 880	
	<b>DISPONIBILITES</b>	359 008		359 008	538 633
	Charges constatées d'avance				
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>17 958 684</b>		<b>17 958 684</b>	<b>3 385 210</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>17 963 962</b>	<b>2 293</b>	<b>17 961 669</b>	<b>3 389 955</b>
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an			7 657 829	1 444 049

# Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau	500	500
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>		
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>500</b>	<b>500</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 985	4 745
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>2 985</b>	<b>4 745</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>3 485</b>	<b>5 245</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Provisions	<b>Total des provisions</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	716 568	278 655
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
DETTES (1)	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	17 241 616	3 106 055
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>17 958 184</b>	<b>3 384 710</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>17 961 669</b>	<b>3 389 955</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		0,00	0,00
(1) Dont à moins d'un an		4 974 881	2 078 175
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

# Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 610 820	1 015 204
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	122 700	200 880
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation		1 733 520	1 216 084
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 733 095	1 216 084
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	Salaires et traitements		
	Charges sociales		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 760	533
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	39 560	
Total des charges d'exploitation		1 774 415	1 216 617
RESULTAT D'EXPLOITATION		(40 894)	(533)



# Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(40 894)</b>	<b>(533)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	39 134	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>39 134</b>	
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>			
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>39 134</b>	
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>(1 760)</b>	<b>(533)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 760	533
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>1 760</b>	<b>533</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>			
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>1 760</b>	<b>533</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 774 415</b>	<b>1 216 617</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 774 415</b>	<b>1 216 617</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>			
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			

## PREAMBULE

Campus d'Excellence Industrie du Futur – Sud est une association loi 1901 créée le 15 avril 2020 basée à Marseille.

L'association fédère un réseau d'établissements d'enseignement secondaire général, technologique, professionnel et d'enseignement supérieur, d'organismes de formation, de laboratoires de recherche et de partenaires économiques et associatifs, dans le but de favoriser la réussite des parcours professionnels tout au long de la vie et contribuer au développement économique de son territoire.

Elle a notamment pour objet :

- De mobiliser les moyens destinés à la conception, à la mise en œuvre et au soutien d'actions concertées en vue de satisfaire localement les besoins d'emploi de l'industrie, d'insertion, de sécurisation et de formation professionnelle au bénéfice des populations : jeunes en formation initiale sous statut d'apprenti ou scolaire, salariés et demandeurs d'emploi en formation continue ;
- De créer les conditions optimales pour permettre aux jeunes, aux demandeurs d'emploi et aux salariés de développer des compétences qui répondent aux problématiques de recrutement, de mobilité, de transferts de compétences des entreprises impactées par "Industrie du futur". Cette offre de service commune peut prendre en compte l'observation des besoins de formation, la sensibilisation, l'accompagnement de publics, mais également la création de parcours et la gestion des investissements utiles aux parcours de formation. Son ambition est de développer des formations de premier ordre dans un contexte où les attentes des entreprises sont complexes, induisant des réponses portées par plusieurs acteurs ;
- De valoriser l'industrie régionale et les parcours de formation.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 17 961 669 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat nul.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Référentiel comptable

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce et des Règlements :

- ANC n°2014-03 (relatif au Plan comptable général, à jour de ses règlements modificatifs),
- ANC n°2018-06 (relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Nous nous sommes assurés qu'à la clôture de l'exercice il n'existait pas d'indice de perte de valeur de l'actif justifiant une dépréciation.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

## I/- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Démarrage d'un nouveau projet : *Projet I-NOVMICRO #2 – Compétences et métiers d'avenir*

Cf. l'évolution des principaux projets pilotés par Campus d'Excellence Industrie du Futur – Sud présentée ci-après.

## II/- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant.

## III/- PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### A) RESSOURCES ET DEPENSES

Le Campus d'Excellence Industrie du Futur – Sud recense les ressources suivantes :

- des concours publics,
- des subventions d'exploitation,
- des contributions financières privées.

Compte tenu de son rôle de pilote de projets pluriannuels et multi-partenaires, le Campus d'Excellence Industrie du Futur – Sud dispose d'une comptabilité analytique lui permettant de suivre l'avancement de chaque projet (ressources, dépenses, créances, et dettes).

Le principe retenu pour la constatation du droit à utilisation des ressources à la date de leur attribution, est la comptabilisation d'une créance et d'une dette de même montant à hauteur de la ressource totale attribuée.

Au bilan :

- A la date de leur attribution, les ressources sont enregistrées en créances pour le montant total attribué par les financeurs ; en contrepartie d'une dette de même montant matérialisant le droit à utilisation de ces ressources.
- Les créances s'apurent au fur et à mesure des encaissements provenant des financeurs. Les dettes s'apurent au fur et à mesure de la réalisation des projets (« consommation »).

Au compte de résultat :

- Les dépenses sont comptabilisées en charges au fur et à mesure de leur engagement, dans le respect des conventions signées par les différents partenaires de chaque projet.
- De façon symétrique, un produit est reconnu en couverture de ces dépenses engagées, dans le respect des conventions signées avec les financeurs de chaque projet.

Il en découle un résultat à l'équilibre, car :

- Compte tenu du montage des projets pilotés aucun financement sur fonds propres n'est assumé par le Campus d'Excellence Industrie du Futur – Sud.

- Les dépenses de fonctionnement de l'association sont couvertes par des contributions financières privées et/ou par une partie de la taxe d'apprentissage (concours public) perçue par l'association.

### Ressources de l'exercice 2024 :

#### Par nature

Ressources de l'exercice 2024 (en K€)	
Concours publics	408
Subventions d'exploitation	1 203
Contributions financières	123
<b>Total des ressources</b>	<b>1 734</b>

#### Par projet

Ressources de l'exercice 2024 (en K€)	Concours publics	Subventions d'exploitation	Contributions financières	Total
Projet I-NOVMICRO - Filière Microélectronique		156		156
Projet I-NOVMICRO 2 - Compétences et métiers d'avenir		73		73
Projet ROTORSKILLS - Filière Aéronautique	20	820		840
Projet EXCELLENCE NUCLEAIRE SUD - Filière Nucléaire	28	136		163
Projet PAM - FORINDUSTRIE	357		118	475
Projet ERASMUS		19		19
Dépenses de fonctionnement de l'association	3			3
Contribution financière EDF				0
Contribution financière UIMM Alpes-Méditerranée			5	5
<b>Total des ressources</b>	<b>408</b>	<b>1 203</b>	<b>123</b>	<b>1 734</b>
Dépenses engagées, comptabilisées en charges	-408	-1 203	-123	-1 734
<b>Excédent/déficit par projet</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### Ressources « cumulées » des différents projets, depuis leur démarrage

(cumul au 31/12/2024)

Ressources cumulées (en K€)	Concours publics	Subventions d'exploitation	Contributions financières	Total
Projet I-NOVMICRO - Filière Microélectronique	2	545	14	560
Projet I-NOVMICRO 2 - Compétences et métiers d'avenir	0	73	0	73
Projet ROTORSKILLS - Filière Aéronautique	90	1 398	44	1 532
Projet EXCELLENCE NUCLEAIRE SUD - Filière Nucléaire	59	262	0	321
Projet PAM - FORINDUSTRIE	787	0	320	1 107
Projet ERASMUS	3	35	0	37
Dépenses de fonctionnement de l'association	16	0	0	16
Contribution financière EDF	0	0	8	8
Contribution financière UIMM Alpes-Méditerranée	0	0	27	27
<b>Total des ressources</b>	<b>955</b>	<b>2 312</b>	<b>413</b>	<b>3 680</b>
Dépenses engagées, comptabilisées en charges	-955	-2 312	-413	-3 680
<b>Excédent/déficit par projet</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Présentation des principaux projets pluriannuels pilotés par CAMPUS D'EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR – SUD :****➤ Projet I-NOVMICRO – Filière Microélectronique (2,5 M€)**

Programme d'innovation pour développer et promouvoir la filière de formation microélectronique et électronique en région Sud.

Une nouvelle offre de formations :

- pour favoriser la professionnalisation de haut niveau autour de 2 thématiques que sont "la production" et "la conception et la R&D" ;
- pour permettre de répondre aux besoins de recrutement et de développement des compétences nécessaires aux évolutions des métiers et des technologies des entreprises du secteur.

Le projet vise à créer une filière régionale de formation professionnelle en microélectronique de Bac -3 à Bac +8 au travers d'un dispositif-école innovant (salle blanche, plateaux pédagogiques, pédagogie digitale...) et d'un écosystème de formation pour divers publics (jeune public, employés des entreprises, demandeurs d'emploi).

**➤ Projet I-NOVMICRO #2 – Compétences et métiers d'avenir (22 M€)**

Programme visant à démultiplier les premières actions initiées par le projet « I-NIVMICRO » et étendre le consortium à l'ensemble de la région PACA. L'objectif est de créer un écosystème régional comportant une trentaine de partenaire pouvant répondre aux besoins en compétence actuels et à venir en considérant les ambitions de réindustrialisation de « France 2030 » et de l'« European Chips Act ».

Le projet doit notamment permettre de :

- constituer un vivier important de futurs professionnels par des actions de sensibilisation à destination des collégiens et lycéens ;
- développer l'offre de formations existantes afin de garantir un flux sortant en mesure d'assurer le doublement de la production de la filière ;
- adapter l'offre de formation en créant de nouveaux diplômes axés sur le numérique, l'IA, la cybersécurité, mais aussi de colorer certains parcours de formation ;
- former les formateurs aux nouvelles technologies et aux compétences transversales de l'industrie du futur ;
- créer et valoriser les centres d'excellence,
- développer la pédagogie hybride, notamment par la création d'un lieu de rencontre digitalisé ;
- favoriser le développement de mobilité à l'international et notamment européenne des jeunes en formation de niveau 4 et 5.

**➤ Projet ROTORSKILLS – Filière Aéronautique (3,1 M€)**

Programme d'innovations pédagogiques et d'ingénierie de formations professionnelles en région Sud vers les métiers de la filière aéronautique et plus particulièrement de l'hélicoptère.

Le projet vise à accompagner la transformation de la filière aéronautique et plus particulièrement de l'hélicoptère grâce à la création "agile" de formations sur 6 thématiques clés : Sécurité et qualité, Transition écologique, Ingénierie numérique, Production 4.0, Data et Cybersécurité et Maintenance 4.0.

AIRBUS Helicopters opère ainsi une véritable transformation de son entreprise en associant son écosystème de production.

Le projet s'appuie sur les études régionales portées par les branches professionnelles, notamment Industries Méditerranée et l'UIMM Alpes Méditerranée, et du groupe AIRBUS pour la partie "Hélicoptères".

➤ Projet EXCELLENCE NUCLEAIRE SUD – Filière Nucléaire (1,9 M€)

Projet porté par Campus Excellence Industrie du Futur – Sud au nom des entreprises de la filière nucléaire et qui regroupe plusieurs actions complémentaires répondant chacune à des besoins en compétences critiques dans le domaine du nucléaire.

Le projet s'articule autour de 11 actions :

- Créer un nouveau parcours de formation de projeteur installateur-tuyauterie industrielle dédié au nucléaire et reconnu par un titre de niveau Bac+3 ;
- Former les experts en sûreté pour les grands projets nucléaires des 30 prochaines années ;
- Créer des modules de formation sur les compétences critiques en électricité, instrumentation, électromécanique, sûreté nucléaire et le management par la valeur pour la filière nucléaire ;
- Former des cadres, des ingénieurs et des chercheurs spécialistes de l'instrumentation, de la physique expérimentale et de la mesure pour différentes infrastructures dans le domaine de l'énergie nucléaire à un haut niveau ;
- Former les chargés en Hygiène Sécurité Environnement (HSE) par une pédagogie immersive (radioprotection, démantèlement, désamiantage) ;
- Développer la plate-forme d'e-learning ELIA, innovante par son approche cognitive et l'individualisation des parcours grâce à l'Intelligence Artificielle, pour intégrer des modules de formations nucléaires ;
- Créer un passeport digital de suivi des compétences et des certifications acquises depuis la formation initiale jusqu'à la fin de la carrière professionnelle ;
- Créer un catalogue de compétences « nucléaires » pour les métiers en tensions repérés. Coconstruire un plan d'action pour adapter les parcours de formation et les valoriser dans In Situ ;
- Organiser des semaines d'échanges entre régions pour les jeunes en formation professionnelle niveau Bac et technicien pour leur faire découvrir le mix énergétique français et en particulier l'énergie nucléaire ;
- Organiser un challenge inter-établissements de formation pour sensibiliser les filles et les garçons au mix énergétique, aux métiers de la filière et à l'apprentissage en particulier l'énergie nucléaire ;
- Coordonner les actions avec l'« Université des Métiers du Nucléaire ».

**B) CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

En ce qui concerne le Tableau des échéances des Créances et des Dettes présenté ci-après, le principe de simplification retenu est un étalement linéaire des encaissements et décaissements prévisionnels sur la durée des projets.

**C) LITIGES**

En cas de litiges, ceux-ci sont traduits en comptabilité par une provision pour risque dont le niveau correspond à l'analyse de la Direction et de ses conseils.

Il n'existe aucun litige identifié au 31/12/2024.



# Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	34 500	34 500	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	10 534 296	2 876 467	7 657 829
	Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES		10 568 796	2 910 967	7 657 829
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	716 568	716 568		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	17 241 616	4 258 313	12 983 303	
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		17 958 184	4 974 881	12 983 303	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

